

Déclaration CDEN du 15 février 2013
Monsieur le Préfet de Saône-et-Loire
Monsieur le Président du Conseil Général,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames, Messieurs,

Nous allons débattre de la préparation de la rentrée 2013, rentrée que le gouvernement souhaite être celle d'une refondation de l'éducation nationale. Ce gouvernement a fait par ailleurs de l'école primaire la priorité.

Si la FSU a acté le changement dans le discours, le passage des bonnes intentions aux actes se fait attendre. Au fil du temps ce qui devait dessiner les contours d'une politique éducative ambitieuse se réduit à des dispositions qui loin de convaincre n'ont fait qu'attiser incompréhension puis colère. La réforme pompeusement appelée « réforme des rythmes scolaires » n'a toiletté que la semaine sans se soucier des rythmes sur l'année et surtout de la faisabilité sur le terrain. Nous constatons que malgré les engagements ministériels, rien ne garantit l'amélioration du bien être des élèves et de leurs meilleures conditions d'apprentissages, ni celle de la qualité de vie professionnelle des enseignants et de leurs conditions de travail. C'est une grande déception et une vraie exaspération qui dominent aujourd'hui.

Pour la FSU et son syndicat du premier degré le SNUipp, le pire est sans doute que les débats autour du rythme de la semaine ont occulté les véritables dossiers, de l'avenir des RASED à la scolarisation des tout-petits, en passant par la révision des programmes et le dossier de la direction d'école.

Suite aux 2 CTSD, nous peinons à trouver une lisibilité dans la mise en œuvre départementale des directives ministérielles de « plus de maîtres que de classe » et d « accueil des 2ans ». Aucun poste RASED n'est recréé et les missions des maîtres dit surnuméraires n'ont fait l'objet d'aucun groupe de travail pas même d'une information.

Nous nous interrogeons : ces postes auront-ils une véritable efficacité systémique ou ne sont-ils que le fruit d'une politique de communication ?

Ainsi, pour exemple, à l'école primaire des Perrières de Mâcon, dans le même temps, sont annoncées la création d'un poste surnuméraire et la fermeture d'une classe.

Compte tenu du flou de sa mise en œuvre, l'efficacité possible du maître surnuméraire est inconnue.

Les effets négatifs de la fermeture de classe sont eux déjà connus et sûrs :

*passage d'une moyenne d'élèves par classe de 21,3 à 25, 6

*passage d'un poste de directeur déchargé à mi-temps à ¼ de temps

Cette école avait l'habitude d'accueillir les 2 ans et même au-delà d'organiser un projet passerelle avec la crèche rue de Paris.

Comment pourra t-elle continuer alors qu'on lui retire 1,25 ETP dont elle connaissait l'efficacité pour lui adjoindre 1 ETP indéfini ?

On pourrait noter que cette école se situe dans un quartier que l'Agence Nationale de Cohésion Sociale et pour l'égalité des chances (ACSé) dit de rang 2, de « difficultés sociales moindres mais mobilisation de moyens spécifiques » et qu'elle accueille de nombreux élèves allophones.

Nous ne comprenons pas ces choix et cette politique.

Concernant, la rentrée dans les collèges, la FSU dénonce :

- Des dotations horaires étriquées qui ne permettent pas toujours d'assurer les horaires réglementaires et empêchent la constitution de groupes allégés pourtant nécessaires aux apprentissages, notamment en sciences et en technologie.
- Une coupe drastique dans les moyens octroyés aux langues vivantes qui va conduire à des

- effectifs lourds, incompatibles avec la pratique de l'oral prônée par les programmes.
- La disparition de l'allemand LV2 dans les collèges qui proposent une section « bilangue » à l'entrée en sixième. Dans les collèges concernés, un élève qui n'aura pas choisi cette option (qui suppose un horaire plus lourd et des difficultés particulières) sera, de fait, placé dans l'impossibilité d'étudier l'allemand dans le secondaire, aucun lycée du département ne proposant de le démarrer dans le cadre d'une LV3.
 - Nous souhaitons attirer votre attention sur le Collège de Cluny dont les enseignants vous réclament l'ouverture d'une classe supplémentaire.

Concernant, la rentrée dans les lycées, la FSU dénonce :

- Les méfaits de la réforme des lycées généraux et technologiques : gestion locale des groupes à effectifs réduits et de l'organisation de l'accompagnement personnalisé dans des conseils pédagogiques qui tournent à la foire d'empoigne ; épreuve de langues vivantes au baccalauréat en partie en contrôle en cours de formation (C.C.F.).
- Des taux d'H.S.A encore beaucoup trop élevés qui génèrent une forte pression des chefs d'établissement sur les enseignants
- La réforme de la voie technologique et le changement de discipline imposé aux collègues de STI qui en découle.
- La forte baisse des moyens dans les lycées professionnels de Saône-et-Loire qui risque de conduire à la fermeture de nombreuses formations.